Tout médecin, infirmier, pédiatre peut débattre de la vaccination mais avec un revolver braqué sur sa tempe. Si pour des raisons sanitaires et scientifiques, il remet en cause la vaccination, il risque la radiation, la prison ferme et jusqu'à 100000 € d'amende. C'est dans ce climat de menaces continuelles à l'égard des personnels de santé que s'ouvre le débat dit « démocratique » sur la vaccination en France. C'est un peu comme si vous étiez ligoté et allongé sous la lame d'une guillotine et que l'on ouvre avec vous un débat du type : « Voter socialiste (ou à droite, ou encore extrêmes droite et gauche) est un devoir : débattons... »

FRÉDÉRIC MORIN, RÉDACTEUR EN CHEF DE MORPHÉUS ET LE DR MARC VERCOUTÈRE

AVANT-PROPOS

Manifeste pour la liberté d'information



I n peu partout dans le monde, la politique vaccinale subit une profonde crise de confiance depuis plusieurs années : plus d'un quart des Français pensent ainsi que les risques des vaccins sont supérieurs à leurs bénéfices.

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) a voulu sonder les médecins généralistes sur une éventuelle crise de confignce parmi eux. Un panel de 1582 médecins généralistes a ainsi été interrogé entre avril et juillet 2014 sur la vaccination en général [Études et Résultats, n° 910, Drees, 31 mars 2015]. Soit, coïncidence, mais en est-ce une, juste avant que ne soit confiée par le Premier ministre à la député HUREL la mission sur la politique vaccinale! Dans leur très grande majorité (97%), les médecins se déclarent favorables à la vaccination, 9 médecins sur 10 avouant même que leur rôle est aussi d'inciter les patients à se faire vacciner. Mais paradoxalement, plus de la moitié pense que les sources officielles sont influencées par les laboratoires. Analysant cette étude de la Drees, Loan Tran THIMY, pour le *Moniteur des pharmaciens*, dégage trois profils de médecins à distinguer selon leur perception des risques et de l'utilité des vaccins. – Le premier profil largement majoritaire (76% des médecins) qualifié de «confiant» se montre «globalement» à l'aise pour donner des explications. Ces médecins sont en moyenne jeunes et ont eu souvent accès à une formation médicale continue au cours des 12 derniers mois. Le Moniteur des pharmaciens omet cependant de préciser que cette formation médicale continue est assurée à 98 % par les laboratoires, selon le rapport sénatorial de Mesdames HERMANGE et PAYET qui confirmait les conclusions de la Cour des comptes de septembre 2001, laquelle avait également reconnu que « la politique du médicament était inféodée aux lobbies pharmaceutiques », tandis que le Pr Michel LE DUFF, directeur du Centre régional d'information sur le médicament (Crim) reconnaissait en 2001 que les laboratoires pharmaceutiques ne fournissent que 1% de leurs informations aux autorités sanitaires avant les demandes d'autorisation de mise sur le marché [Ouest France, 5 novembre 2001].

— Le deuxième profil recouvre des médecins « modérément confiants » (16 % des médecins) qui accréditent le plus souvent l'idée selon laquelle les différents vaccins peuvent être responsables de pathologies graves. Ceux-ci, majoritairement des hommes souvent âgés de plus de 50 ans, émettent aussi davantage de doutes quant à l'utilité des vaccins.

— Quant au troisième profil qui rassemble 8 % des médecins du panel, ils se déclarent « peu confiant » à l'égard des vaccins. Ces praticiens considèrent qu'il est « plutôt », voire « tout à fait » probable que les vaccins proposés puissent entraîner certains risques graves et doutent de leur utilité. Ces médecins sont âgés, plus souvent des femmes et ont un faible volume d'activité.

Au total, près d'un quart des médecins généralistes sont donc « hésitants », voire « très critiques ». Ce résultat serait « préoccupant » selon la Drees, en raison du rôle pivot des médecins généralistes dans la vaccination de la population. « Leur hésitation pourrait renforcer celle des patients et contribuer à l'insuffisance de la couverture vaccinale ».